



M
 ÉDITORIAL
**LA RÉFORME DU BAC
 ET LE MALAISE
 ENSEIGNANT**
 PAGE 29

FRANCE

LA RÉFORME DU BAC ET LE MALAISE ENSEIGNANT

ÉDITORIAL M

Personne n'imaginait que réformer le baccalauréat, monument national et clé de voute du système d'enseignement français, serait une promenade de santé. Le mouvement de grogne et les protestations que génère le passage des « E3C », ces « épreuves communes de contrôle continu » organisées pour la première fois en classe de 1^{re}, confirment la difficulté de l'exercice sur lequel bien des ministres se sont cassé les dents. Piquets de grève et refus de surveiller par des enseignants, blocages et feux de poubelle pour déclencher l'alarme incendie par des lycéens. Si seuls 15 % des établissements ont connu de graves incidents, selon le ministère de l'éducation nationale, la contestation et les tensions, allant jusqu'à générer l'intervention

de la police, ont été particulièrement vives, voire inédites.

Le ministre Jean-Michel Blanquer, tiraillé entre des syndicats d'enseignants, comme le SGEN-CFDT, partisans d'un véritable contrôle continu et ceux, comme le SNES-FSU, qui privilégient le caractère national de l'épreuve, a opté pour un compromis : les sujets sont choisis dans une « banque nationale », mais les épreuves organisées et corrigées localement. Ce choix expose M. Blanquer à des tirs croisés : à la fois contre la lourdeur d'un dispositif censé simplifier le bac, et contre le risque d'une rupture d'égalité entre établissements. La colère a aussi été attisée par la mise en œuvre à la hussarde d'une réforme qui bouscule des habitudes et dont l'organisation représente un vrai défi.

Pour les enseignants, les E3C cristallisent un malaise profond, aux raisons multiples : perte de sens du métier, sentiment de déclassement, salaires et moyens insuffisants, saturation de réformes. Le flou des assurances gouvernementales sur la préservation du niveau des retraites après la réforme en cours ne contribue guère à rassurer des professeurs placés en première ligne pour gérer les conséquences des dysfonctionnements de la société, notamment une violence multiforme.

Ces réalités indéniables ne doivent pourtant pas remettre en cause la réforme néces-

saire d'un baccalauréat qui était devenu à la fois un monstre d'organisation, coûteux et chronophage, et une porte d'entrée inadaptée aux études supérieures, comme l'indiquent les taux d'échec massifs des bacheliers dans les premiers cycles universitaires.

Réduire le bachotage, alléger un examen réussi par plus de 90 % des candidats, l'adapter aux exigences de la poursuite d'études, tout en maintenant le rite de passage consacré par des épreuves exigeantes, tous ces objectifs apparaissent louables. Pourquoi laisser croire que l'organisation locale d'épreuves menace en soi l'égalité des chances, alors que les inégalités entre établissements sont déjà massives pour l'accès à l'enseignement supérieur ? A quoi bon effrayer élèves et parents en présentant comme cruciales les notes aux E3C, alors que la poursuite des études dépend en réalité plus souvent du dossier scolaire et de la cote du lycée que des résultats au bac ?

Le symptôme des souffrances des enseignants que constitue la révolte contre les E3C doit être pris au sérieux : l'organisation des épreuves pourrait être allégée, le dialogue prévaloir partout et des signes sonnants et trébuchants de considération adressés sans délai. Faute d'engagements tangibles dans ces directions, Jean-Michel Blanquer risque d'ajouter son nom à la longue liste des ministres terrassés par l'indomptable colosse, le baccalauréat. ■